



# Nouvelles d'Espagne

## Economie et finances

N° ECOFIN-16 – du 28 septembre au 21 octobre 2019

- Les protestations indépendantistes se multiplient en Catalogne
- Le gouvernement, BBVA, le FMI et Funcas revoient à la baisse leurs prévisions de croissance
- Le gouvernement espagnol estime à 765 M€ la valeur totale des exportations agroalimentaires menacées par les sanctions américaines dans le cadre du contentieux Airbus-Boeing
- L'Espagne indique être satisfaite de l'accord de création d'un instrument budgétaire pour la zone euro

| Indicateurs macro                       |         |         |
|-----------------------------------------|---------|---------|
| Croissance PIB (t/t)                    | +0,4 %  | T2 2019 |
| Croissance PIB (g.a)                    | +2,0 %  |         |
| Indice de Production Industrielle (g.a) | 1,7 %   | 08/19   |
| Dette publique (% du PIB)               | 98,9 %  | T2 2019 |
| Déficit public (% du PIB)               | -2,1 %  | T2 2019 |
| Exportations (g.a.)                     | +2,0 %  | 07/19   |
| Importations (g.a)                      | +1,5 %  | 07/19   |
| Capacité/besoin financement (% PIB)     | +2,2 %  | T2 2019 |
| Inflation (IPCH, g.a.)                  | +0,2 %  | 10/19   |
| Inflation sous-jacente (g.a)            | +1,0 %  | 10/19   |
| Emploi                                  |         |         |
| Taux de chômage (données cvs)           | 14,1 %  | T2 2019 |
| Création d'emplois trimestrielle (cvs)  | +72 000 | T2 2019 |

| Marchés financiers          |                                   |       |                     |
|-----------------------------|-----------------------------------|-------|---------------------|
|                             | 18/10/2019                        |       | 27/09/2019          |
| IBEX 35                     | 9 329,8                           |       | 9 184,1             |
| Obligation à 10 ans (%)     | 0,24                              |       | 0,17                |
| Prime de risque (pp)        | 0,63                              |       | 0,74                |
| Prévisions macroéconomiques |                                   |       |                     |
|                             | Croissance PIB (g.a.)<br>20192020 |       | Déficit public 2019 |
| Gouvernement (10/19)        | 2,1 %                             | 1,8 % | -2,0 %              |
| Banque d’Espagne (09/19)    | 2,0 %                             | 1,7 % | -2,4 %              |
| Commission (07/19)          | 2,3 %                             | 1,9 % | -2,3 %*             |
| OCDE (05/19)                | 2,2 %                             | 1,9 % | -2,0 %              |
| FMI (10/19)                 | 2,2 %                             | 1,8 % | -2,3 %              |
| BBVA (10/19)                | 1,9 %                             | 1,6 % | -2,3 %              |

Sources : INE, Banque d'Espagne, Ministère des Finances, douanes espagnoles, Expansión, DG Trésor

\* Correspond aux prévisions économiques du printemps (mai 2019)

### Actualité Economique

#### MACROECONOMIE

**Les protestations indépendantistes se multiplient en Catalogne.** Suite à condamnation de neuf dirigeants catalans à des peines allant jusqu'à 13 ans de prison, les mouvements de protestation sont devenus quotidiens à Barcelone. De nombreux épisodes de vandalisme et des chocs violents entre citoyens pro et anti-indépendance ont eu lieu. Certaines voix du mouvement indépendantiste ont appelé à une grève générale. Cette situation crée un pic d'incertitudes dans une région qui, par son poids dans le PIB (19,1 %) et son dynamisme, est historiquement l'un des moteurs de l'économie espagnole.

**La croissance est en ralentissement au T2 selon l'INE.** D'après les dernières données de l'INE, le taux de croissance en rythme annuel s'établit à +2,0 % au T2, après +2,2 % (Cf. Tableau 1). La demande intérieure a perdu beaucoup d'élan, pénalisée par la forte décélération de

l'investissement. Sa contribution à la croissance s'élève ainsi à +1,0 p.p. (-0,9 p.p. par rapport au T1). Quant à la contribution à la croissance du secteur extérieur, elle s'établit également à +1,0 p.p. (après +0,2 p.p.). On peut noter la confirmation de la tendance à la hausse des coûts unitaires de travail (+2,8 % g.a.), tirés par une progression conséquente de la rémunération par salarié (+2,4 % g.a.), alors que la productivité décroît (-0,5 % g.a.).

**Le gouvernement, la banque espagnole BBVA, le FMI et le think-tank Funcas (Fondation des Caisses d'épargne) revoient à la baisse leurs prévisions de croissance.** Les dernières prévisions économiques publiées confirmeraient le ralentissement de l'économie espagnole, mais le différentiel de croissance par rapport à la zone euro resterait néanmoins nettement favorable à l'Espagne. Dans le cadre macroéconomique adossé au Projet de Plan Budgétaire remis à la Commission le 15 octobre, le gouvernement revoit la croissance à la baisse de -0,1 p.p. en 2019 (+2,1 %) et 2020 (+1,8 %). BBVA a également corrigé ses prévisions



de -0,4 p.p. en 2019 (+1,9 %) et -0,3 p.p. en 2020 (+1,6 %), à la suite de la prise en compte de la révision de la comptabilité nationale de l'INE et de la détérioration de l'environnement extérieur. C'est aussi le cas du FMI, qui a effectué une correction de -0,1 p.p. et table sur une croissance de +2,2 % en 2019 et +1,8 % en 2020<sup>1</sup>. À noter que Funcas (2019 : +1,9 %, -0,3 p.p. ; 2020 : +1,5 %, -0,5 p.p.) anticipe une amélioration en 2021 (+1,8 %). Seul le gouvernement prévoit le respect de la cible de déficit en 2019 (-2,0 % du PIB) ; le FMI et BBVA tablent sur un dérapage de 0,3 p.p.

**Le parti socialiste (PSOE) annonce un programme de mesures économiques et sociales en vue des élections du 10-N.** Dans ce nouveau document intitulé [35 engagements sociaux](#), le PSOE propose pour la première fois dans son programme de promouvoir au niveau de l'UE une taxe frontalière sur les importations calculée en fonction de l'empreinte de carbone du bien, qui financerait un « Green New Deal » de l'UE. Le PSOE reprend, par ailleurs, les propositions de son programme antérieur, mais certaines deviennent plus concrètes. Ainsi, l'augmentation du salaire minimum à 60 % du salaire moyen aurait lieu avant la fin de la législature<sup>2</sup> et l'augmentation des retraites suivrait l'IPC<sup>3</sup>, dès le mois de décembre 2019. Par ailleurs, le PSOE avait promis d'avancer progressivement vers l'universalisation de l'éducation de 0 à 3 ans ; il s'engage désormais à instaurer des instruments qui garantissent une offre suffisante de places pour tous les enfants. Enfin, le PSOE mettrait en place des mesures pour la réduction de 75 % des listes d'attente du système de dépendance et pour l'interdiction des coupures d'énergie aux personnes les plus vulnérables<sup>4</sup>.

**Le gouvernement espagnol estime à 765 M€ la valeur totale des exportations agroalimentaires menacées par les sanctions américaines dans le cadre du contentieux Airbus-Boeing.** Le ministre de l'agriculture Luis Planas a annoncé que l'huile d'olive, les olives, le vin, les fromages et la viande de porc sont parmi les principaux produits affectés par la mise en place de droits de douane supplémentaires par les États-Unis le 18 octobre 2019. Les professionnels du secteur agricole et agroalimentaire n'ont pas tardé à réagir. Lors de son déplacement à Bruxelles le 9 octobre, le ministre Planas a demandé à la Commission européenne de mettre en place, si les sanctions américaines venaient à s'appliquer, les mesures de soutien suivantes : stockage privé pour l'huile d'olive ; déclenchement des aides prévues par l'organisation commune de marché (OCM) en cas de perturbation grave du marché ; aides à la promotion des produits pour ouvrir des marchés alternatifs.

**L'inflexion du taux d'épargne des ménages se confirme au T2 2019.** D'après les comptes trimestriels non financiers des secteurs institutionnels de l'INE, le taux d'épargne des familles s'est élevé au T2 à 8,7 % du revenu disponible brut, soit +2,0 p.p. par rapport au T1 (taux corrigés des variations saisonnières et du calendrier). Il s'agit du maximum de la série depuis le T1 2013 (*cf. graph 1*). Le faible taux d'épargne des familles avait soutenu sur les dernières années le dynamisme de la consommation et donc de la demande intérieure, dans un contexte de bonnes perspectives économiques et de report d'achat durant la crise économique. La fin de ces phénomènes explique, en grande partie, le ralentissement de la consommation et de la croissance, malgré des créations d'emploi qui demeurent dynamiques (le taux d'affiliations à la Sécurité sociale s'est établi à 2,4 % au mois de septembre).

**Les indices des prix d'exportation (IPRIX) et d'importation (IPRIM) des produits industriels sont en baisse de -1,2 % g.a et de -1,4 % g.a en août.** Selon l'INE, le taux interannuel de l'IPRIX a baissé de 0,8 pp par rapport au mois de juillet. Le secteur énergétique (-19,1 % g.a) est celui qui a contribué le plus à cette baisse, en raison de la baisse des prix des filières « production, transport et distribution d'énergie électrique » et « raffinement du pétrole ». En effet, l'indice IPRIX sans énergie a baissé de -0,2 pp pour atteindre +0,2 %, soit 1,4 pp au-dessus de l'indice IPRIX général. Le taux interannuel de l'IPRIM a diminué de 2 pp par rapport au mois précédent : les prix des biens de consommation non durable (-0,1 % g.a) et des biens intermédiaires (-0,2 % g.a) ont contribué à cette évolution négative, notamment en raison de la baisse des prix des filières « industrie de l'alimentation » et « extraction de minéraux métalliques » respectivement.

**L'Espagne est satisfaite de l'accord de création d'un instrument budgétaire pour la zone euro.** Après l'Eurogroupe du 9 octobre qui est parvenu à un accord pour la création du BICC (*Budgetary Instrument for Convergence and Competitiveness*), la Ministre Nadia Calviño s'est félicitée du fait que l'instrument concerne exclusivement la zone euro, ainsi que des éléments contractuels qu'il comprend. Le BICC cofinancera, via des transferts, des projets de réformes et d'investissements choisis par la Commission, en lien avec les recommandations par pays et, comme le souhaitait l'Espagne, avec les recommandations agrégées pour la zone euro dans le Cadre du Semestre européen. Si les montants alloués resteraient modestes<sup>5</sup>, l'accord prévoit une clause pour qu'un accord intergouvernemental puisse octroyer des fonds supplémentaires. Enfin, un co-financement des

<sup>1</sup> Sans prendre en compte la révision de comptabilité nationale de l'INE.

<sup>2</sup> Mesure déjà annoncée par Pedro Sánchez lors du débat d'investiture du 23 juillet.

<sup>3</sup> Cette mesure est en ligne avec l'accord *a minima* de tous les grands partis dans le cadre du Pacte de Tolède (septembre 2018).

<sup>4</sup> Parmi les principales mesures sociales que le PSOE reprend de son programme précédent, on peut citer l'inclusion de la santé dentaire dans le

système universel de santé, l'augmentation des congés de paternité/maternité à 16 semaines, la suppression progressive du ticket modérateur pharmaceutique et la mise en place d'un nouveau système de garantie de revenus.

<sup>5</sup> Les montants doivent être négociés dans le Conseil Ecofin, mais l'instrument pourrait être doté de la partie correspondant à la zone euro du



projets de part de l'État membre bénéficiaire a été prévu à hauteur de 25 %, mais ce taux serait diminué à la moitié en cas de circonstances économiques sévères, point essentiel pour l'Espagne.

**Luis de Guindos plaide pour une politique budgétaire plus active qui complèterait les mesures monétaires expansionnistes.** Lors d'une conférence à Madrid organisée par la Fondation Rafael del Pino, le vice-président de la BCE a souligné les limites des politiques monétaires de la zone euro dans le contexte actuel. M. de Guindos a souligné que le partage des risques (union des marchés de capitaux et union bancaire) servirait à synchroniser les cycles entre les États membres. Les politiques budgétaires doivent, quant à elles, agir sur les chocs asymétriques et seraient particulièrement efficaces lorsque les taux sont très réduits sur une période prolongée. Enfin, il a averti des coûts d'un éventuel *Brexit* sans accord, qu'il considère sous-estimés par les marchés.

#### FINANCES PUBLIQUES

**Le gouvernement remet à Bruxelles le 14 octobre son Projet de Plan Budgétaire à politique inchangée.** Suite à la convocation de nouvelles élections le 10 novembre, le gouvernement n'a pas pu présenter au Parlement un projet de budget pour 2020. Au moins sur les premiers mois de 2020, la loi des finances 2018 devrait être de nouveau reconduite. Le document envoyé à la Commission ne prend en compte que les mesures non adoptées qui font l'objet d'un accord généralisé de toutes les forces politiques : revalorisation des retraites en 2020 selon la prévision de l'IPC annuel en décembre (+0,9 %) et hausse des salaires des fonctionnaires pour respecter l'accord de mars 2018. Le gouvernement souligne qu'il envisage de remettre aussitôt que possible une actualisation de ce Plan avec une nouvelle orientation budgétaire.

**Le déficit des Administrations publiques se creuse au S1 2019 (-2,1 % du PIB).** D'après l'Inspection générale de l'administration de l'État (IGAE), le solde des Administrations publiques est en diminution de 0,3 p.p. par rapport à la même période de l'année précédente. Si la détérioration des comptes est généralisée pour toutes les strates administratives à l'exception des Communautés autonomes, l'Administration centrale contribue à expliquer plus de 60 % de l'augmentation du déficit total. Par rapport à l'année dernière, les ressources non financières de l'ensemble des Administrations publiques sont restées stables (18,3 % du PIB), alors que les dépenses ont augmenté (20,5 % du PIB contre 20,2 % au S1 2018). Ces dernières données, le calendrier électoral et la détérioration des perspectives de croissance pour 2019 laissent penser que l'atteinte des objectifs de déficit en 2019 est fortement improbable (Cf. Tableau 2).

**Le ratio de dette publique reste inchangé au T2 (98,9 % du PIB).** D'après la Banque d'Espagne, le stock total de dette des Administrations publiques s'élève à 1 211 Md € au T2 2019. Par échelon administratif, l'endettement du gouvernement central s'établit à 87,8 % du PIB, celui des Communautés autonomes à 24,6 %, celui des entités locales à 2,1 % et celui de la Sécurité sociale à 4,0 %.

#### MARCHE DU TRAVAIL

**Le nombre d'affiliés à la Sécurité Sociale n'a augmenté que de 3 224 personnes en septembre 2019, résultat le plus bas pour ce mois depuis 2013.** Selon les chiffres publiés par le Ministère de Travail et de Sécurité Sociale, au cours des 12 derniers mois, le nombre de travailleurs enregistrés à la Sécurité Sociale a augmenté de +2,44 % (contre environ +3% pour la période précédente) pour atteindre au total 19 332 451. Par ailleurs, 13 907 personnes se sont retrouvées au chômage en septembre, soit 6 500 personnes en moins qu'en septembre 2018. Néanmoins, corrigé des variations saisonnières (secteur hôtelier), le nombre de chômeurs a diminué de 28 629. La plupart des communautés autonomes ont enregistré une destruction d'emploi – notamment les Îles Baléares (-14 230) et la Galice (-7 353), résultats compensés notamment par les hausses à la Communauté de Madrid (+40 197), les Canaries et Castille-La Manche (+8 881 et +7 308 respectivement).

### Actualité Financière

#### SECTEUR BANCAIRE

**La banque espagnole est celle qui valorise le moins les dépôts des particuliers dans la zone euro.** Selon les statistiques publiées par la Banque centrale européenne (BCE) pour le mois d'août, l'épargnant privé voit ses dépôts rétribués à hauteur de 0,03% en moyenne alors que la moyenne pour la zone euro est de 0,28%. L'Espagne est suivie de peu par l'Irlande (0,04%), le Portugal (0,10%) ainsi que par la Belgique et le Luxembourg (0,11%).

#### SECTEUR IMMOBILIER

**Les transactions de logements enregistrent leur plus forte baisse mensuelle depuis 2014.** D'après les données de l'INE, le taux de variation mensuel s'établit à -26,1 % en août (-21,1 % par rapport à août 2018). L'évolution est très hétérogène par Communauté autonome. Ainsi, l'Estrémadure (-42,7 %), les Canaries (-41,2 %) et Navarre (-39,4 %) sont à la tête des régions qui ont enregistré une forte baisse, tandis qu'en Galice la diminution s'établit à 8,6 %.

montant correspondant à l'enveloppe proposée par la Commission pour la Reform Delivery Tool dans le Cadre financier pluriannuel 2021-2027 (17 Md €). 20 % des fonds (3,4 Md €) seraient utilisables pour réagir aux

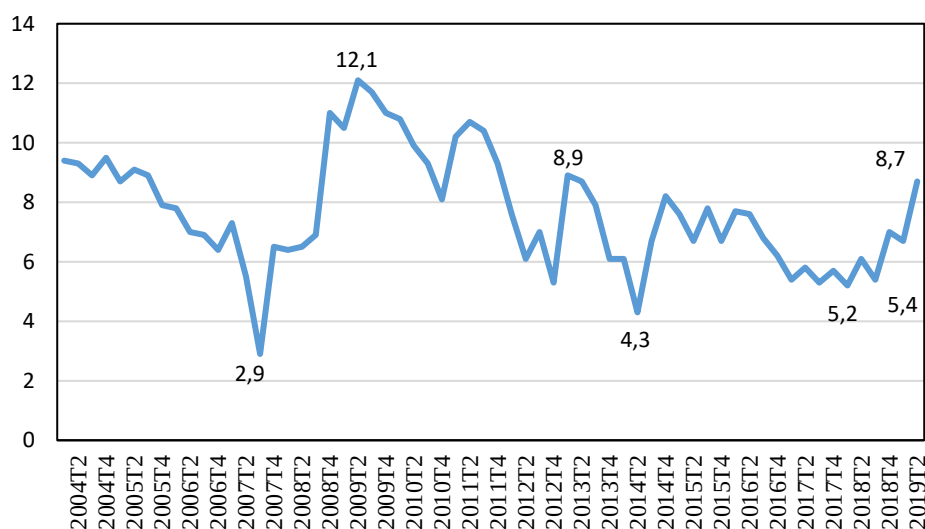
« défis spécifiques des pays » et le reste serait distribué en fonction de la population et l'inverse du PIB par tête.


**Tableau 1 – Comptabilité trimestrielle de l'Espagne (T2 2019)**

| Taux de variation annuels        | T1 2018     | T2 2018     | T3 2018     | T4 2018    | T1 2019    | T2 2019    |
|----------------------------------|-------------|-------------|-------------|------------|------------|------------|
| <b>PIB</b>                       | <b>2,8</b>  | <b>2,3</b>  | <b>2,2</b>  | <b>2,1</b> | <b>2,2</b> | <b>2,0</b> |
| Consommation finale              | 2,3         | 2,0         | 1,7         | 1,4        | 1,3        | 1,0        |
| Investissement (FBCF) :          | 5,7         | 8,4         | 6,1         | 4,4        | 4,6        | 1,2        |
| Exportation de biens et services | 4,0         | 3,1         | 1,6         | 0,1        | 0,3        | 2,2        |
| Importation de biens et services | 4,7         | 6,3         | 2,5         | -0,3       | -0,4       | -0,7       |
| <b>Demande intérieure (*)</b>    | <b>2,8</b>  | <b>3,1</b>  | <b>2,5</b>  | <b>2,0</b> | <b>1,9</b> | <b>1,0</b> |
| <b>Secteur extérieur (*)</b>     | <b>-0,1</b> | <b>-0,9</b> | <b>-0,2</b> | <b>0,1</b> | <b>0,3</b> | <b>2,2</b> |
| Emploi (ETP)                     | 2,6         | 2,4         | 2,5         | 2,7        | 2,7        | 2,5        |
| Rémunération par salarié         | 0,6         | 0,9         | 1,3         | 1,3        | 1,9        | 2,4        |
| Productivité (ETP)               | 0,2         | -0,1        | -0,2        | -0,6       | -0,6       | -0,5       |
| <b>Coût unitaire du travail</b>  | <b>0,4</b>  | <b>1,0</b>  | <b>1,5</b>  | <b>1,9</b> | <b>2,5</b> | <b>2,8</b> |

(\*) Contribution à la croissance (p.p.)

Source : INE

**Graphique 1 – Taux d'épargne brute des ménages (% RBD, cvs)**


Source : INE





**Tableau 2 – Solde budgétaire des Administrations publiques au S1 2019**

|                                 | Md €  |       | % du PIB    |             | Rappel       |
|---------------------------------|-------|-------|-------------|-------------|--------------|
|                                 | 2018  | 2019  | 2018        | 2019        | Cibles PStab |
| Administration centrale         | -9,0  | -11,4 | -0,8        | -0,9        | -0,5         |
| Sécurité sociale                | -5,9  | -6,8  | -0,5        | -0,6        | -1,2         |
| Communautés autonomes           | -7,8  | -8,1  | -0,7        | -0,7        | -0,3         |
| Administrations locales         | 0,0   | -0,3  | 0,0         | 0,0         | 0,0          |
| Total Administrations publiques | -22,6 | -26,7 | <b>-1,9</b> | <b>-2,1</b> | <b>-2,0</b>  |

*Source: Inspection générale de l'administration de l'État*

**Responsable de la publication :** Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne

Service Économique Régional

C/ Marqués de la Ensenada, 10

28004 Madrid

**Rédigé par :**

Anna Bejaoui, Álvaro Carranza, Miguel García

**Abonnement/désabonnement :** [espagne@dgtrésor.gouv.fr](mailto:espagne@dgtrésor.gouv.fr)

**Internet :** [www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne](http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne)

**Suivez-nous sur Twitter :** @FR\_Eco\_Iberica 



**Copyright :**

*Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid*

**Clause de non-responsabilité :**

*Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.*

*Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*